

## Regards

### Dossier « À propos des relations natures/sociétés »

# Introduction. À la recherche des concepts heuristiques sur les relations natures/sociétés

Xavier Arnauld de Sartre<sup>1</sup>, Bernard Hubert<sup>2</sup>, François Bousquet<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Géographe, CNRS, UMR 5603 SET, 64000 Pau, France

<sup>2</sup> Écologie, INRA et EHESS, président d'Agropolis International, 34394 Montpellier, France

<sup>3</sup> Sciences de l'environnement, CIRAD, UR GREEN, 34398 Montpellier cedex 5, France

Le dossier que nous présentons ici est issu de l'atelier « SES and the main nature/society relationships concepts » que nous avons organisé lors de la troisième conférence triennale du Réseau Resilience Alliance, *Resilience and Development: Mobilizing for Transformation*<sup>1</sup>, qui s'est tenue en mai 2014 à Montpellier (après Stockholm et Tempe, Arizona). Près de 1 000 participants, scientifiques et non-scientifiques (décideurs, associatifs, etc.), des innovations réelles comme une demi-douzaine d'ateliers préparatoires<sup>2</sup>, une première journée *off site* sur 17 lieux, en ville comme à la campagne, ainsi que des événements musicaux et artistiques sur le thème de la résilience pendant toute la durée de la conférence... Les 700 communications retenues, sur 1 200 proposées, ont donné lieu à 165 sessions parallèles qui ont porté sur les sujets les plus divers, conceptuels comme sur la notion de socioécosystème, appliqués à une thématique particulière (urbaine, marine, forestière, industrielle, agricole...) ou méthodologiques comme sur la métrologie de la résilience.

Le nombre de communications est impressionnant et révèle le succès d'un cadre théorique qui n'est pas, tant s'en faut, le premier à traiter des rapports hommes/milieus. Certes, tous les participants de la conférence ne

se reconnaissent pas dans les théories développées par les membres du réseau Resilience Alliance (cycle adaptatif, panarchie, *regime shifts*...); si l'on voit bien le lien entre certaines interventions et les éléments structurants de cet ensemble théorique, c'est parfois autour de quelques mots-clés (en particulier résilience, système socioécologique, gestion adaptative) que se sont retrouvés les participants. Ces expressions sont parfois reprises comme des termes interchangeable d'une novlangue dont faisait état l'éditorial du n° 3/2014 de NSS<sup>3</sup>, et elles constituent en quelque sorte la rançon du succès d'une théorie qui s'institutionnalise et qui en vient à jouer un rôle paradigmatique dans la recherche sur les rapports hommes/milieus : désormais, pour désigner ces interactions et surtout les localiser dans un territoire, il devient tout à fait admis d'employer le concept de système socioécologique ; et pour étudier les enjeux de ces rapports, c'est le terme de résilience, c'est-à-dire la capacité à résister aux chocs et à se transformer sans perdre son identité, que l'on utilise.

Quels sont les nouveaux apports de cette formulation par rapport aux autres notions et concepts destinés à rendre compte des relations hommes/milieus – expression habituellement employée dans la communauté

Auteur correspondant : X. Arnauld de Sartre, xavier.arnauld@cnrs.fr

<sup>1</sup> Voir le site web de la conférence : <http://www.resilience2014.org>.

<sup>2</sup> Dont l'un au cours du colloque « Interdisciplinarités entre Natures et Sociétés » organisé par NSS à Cerisy-la-Salle en octobre 2013.

<sup>3</sup> Petit, O., Hubert, B., Theys, J., 2014. Science globale et interdisciplinarité : quand contagion des concepts rime avec confusion, *Natures Sciences Sociétés*, 22, 3, 187-188.

francophone –, ou des relations natures/sociétés (*nature/society*), comme le diront plus volontiers les chercheurs anglophones ? Cette théorie est assurément en phase avec les préoccupations contemporaines liées aux changements globaux, et ce n'est pas là la moindre de ses qualités. L'atelier que nous avons organisé a saisi l'opportunité d'une conférence sur la résilience pour mettre en regard plusieurs approches situées dans le même champ, de façon à permettre à chacune de présenter ses intérêts propres et ses apports fondamentaux. Quatre scientifiques (Michael Schoon, Stéphane Ghiotti, Patrick Caron, Thomas Bassett) ont ainsi été invités à s'exprimer, chacun se référant à des communautés disciplinaires qui, bien qu'étudiant le même objet, les relations hommes/milieus ou natures/sociétés, le font de manière suffisamment différente pour justifier cette mise en perspective<sup>4</sup>. Nous proposons dans cette introduction de revenir sur quelques-uns des points essentiels de ces approches.

M. Schoon (Arizona State University, États-Unis) a ainsi présenté sa vision des systèmes socioécologiques, S. Ghiotti (CNRS) son approche des liens entre géographie et politique, P. Caron (Cirad) sa conception de la notion de territoire, et T. Bassett (University of Illinois at Urbana-Champaign, États-Unis) le point de vue de la *political ecology*. Si M. Schoon se réclame de l'école de sciences politiques de Bloomington, les trois autres se réfèrent à la géographie. Rappelons que lorsque celle-ci s'est institutionnalisée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, elle s'est différenciée d'autres disciplines également en cours d'institutionnalisation, telles que les sciences naturelles ou la sociologie, par son objet d'étude : les rapports hommes/milieus, et non pas les milieux naturels ou les sociétés. Depuis, cet héritage a perduré, avec des ruptures dans le *main stream* de la géographie française<sup>6</sup>, parfois dans des marges, mais avec une certaine constance<sup>7</sup>.

Certes, la question des disciplines est prégnante : M. Schoon a bien rappelé les racines écologiques du réseau Resilience Alliance, racines que sont venues enrichir des éléments issus des sciences sociales : en particulier, les approches d'Elinor Ostrom, qui traitait des dimensions collectives à partir des comportements

individuels, et qui, à la fin de sa carrière, a proposé un cadre général pour les systèmes socioécologiques<sup>8</sup>. D'autre part, l'espace y paraît assez isotrope et universel. Le lot de toute théorie est d'être moins transdisciplinaire qu'elle n'aimerait l'être, et de retenir des autres disciplines seulement leurs objets (les hommes pour la sociologie, l'espace pour la géographie) et non pas leurs approches et les paradigmes qui les sous-tendent – pourtant au cœur des disciplines. L'intérêt de l'interdisciplinarité devrait d'ailleurs être de permettre à des approches différentes de converger sur un même objet.

On peut s'interroger sur la prise en compte dans ce cadre théorique de l'un des aspects essentiels des relations hommes/milieus, leur profonde structuration par le pouvoir, en se contentant de rappeler dans cette introduction trois aspects qui nous semblent particulièrement importants :

1. Citons tout d'abord la diversité des sociétés. La diversité est culturelle, elle est dans les représentations de la nature aujourd'hui, dans l'histoire de ces représentations, mais aussi dans les agencements sociotechniques que les hommes ont construits pour organiser leurs rapports aux milieux – le cas de l'agriculture est à cet égard emblématique.
2. Le pouvoir est un élément essentiel de l'organisation des sociétés. Le réseau Resilience Alliance aborde bien évidemment cette question, mais, le plus souvent, pour mettre le pouvoir au service de la résolution des problèmes – sans vraiment assumer que les rapports de pouvoir structurent toutes les sociétés, et font de ce fait partie intégrante des problèmes. En d'autres termes, le pouvoir n'est pas qu'une solution ; il est aussi la cause des problèmes.
3. La question du pouvoir amène celle des niveaux hiérarchiques, que l'on peut différencier des échelles – si importantes dans les systèmes socioécologiques. Une échelle est d'abord un outil de lecture de l'existant, relativement commode pour en rendre compte, mais qui ne dit rien des niveaux d'organisation du monde. En termes de rapports de pouvoir, aucune échelle n'est naturelle. Il y a peu de concordances entre les niveaux d'organisation du politique, ceux des sociétés et ceux des processus naturels.

Les chercheurs du réseau Resilience Alliance ont développé des modèles théoriques à propos de la dynamique des systèmes socioécologiques (cycle adaptatif, panarchie). Ces modèles postulent que les systèmes socioécologiques suivent des trajectoires cycliques en passant par des phases de crise, de réorganisation, de changements lents et de changements rapides. Il est important de préciser que cette construction théorique ne

<sup>4</sup> Les trois textes présents dans la suite de ce dossier découlent directement de trois des quatre interventions qui ont eu lieu dans l'atelier (M. Schoon, P. Caron, T. Bassett).

<sup>5</sup> Berdoulay, V., 1981. *La formation de l'école française de géographie (1870-1914)*, Mémoires de la section de géographie, 11, Paris, Bibliothèque nationale.

<sup>6</sup> Orain, O., 2009. *De plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan.

<sup>7</sup> Robic, M.-C., Mathieu, N., 2001. Géographie et durabilité : redéployer une expérience et mobiliser de nouveaux savoir-faire, in Jollivet, M. (Ed.), *Le développement durable, de l'utopie au concept*, Paris, Elsevier, 167-199.

<sup>8</sup> Ostrom, E., 2009. A general framework for analyzing sustainability of social-ecological systems, *Science*, 325, 5939, 419-422.

correspond pas à une approche organiciste qui se limiterait à l'étude du comportement d'un objet englobant. Tout d'abord, une société n'est pas un ensemble d'êtres humains qui entrent en contact de manière horizontale ; les sociétés sont structurées en groupes hiérarchisés par des rapports de pouvoir. Ces structures ne sont pas figées dans le temps, elles évoluent avec les rapports de force, les techniques élaborées, disponibles et appropriées, les représentations, etc. Ensuite, certains choix, qui auraient pu être tout autres, enferment les sociétés dans des itinéraires. Ces choix peuvent conduire à la destruction, mais peuvent aussi être modifiés. Ce qu'un pouvoir a réalisé, un autre pouvoir peut le défaire, à condition de détruire le pouvoir précédent. Ces choix ne sont pas ceux des sociétés. Ils sont ceux de groupes sociaux qui dominent l'humanité et l'orientent dans certaines directions. Ainsi, si, avec les théoriciens de la résilience, l'on accepte le postulat qu'il existe des trajectoires archétypiques d'un système, l'objectif des recherches sera de comprendre les configurations, les jeux de pouvoir, les choix et décisions qui font que les bifurcations se réalisent ou non, dans des temporalités lentes ou rapides.

S'il est facile de rappeler ces éléments de bon sens, il est beaucoup plus difficile de construire des approches à même de traduire ces préoccupations dans des cadres scientifiques communs capables d'intégrer la complexité des relations hommes/milieus. Certes, tout système de métaphores emboîtées permet de rappeler à quel point les figures de style sont importantes dans le discours scientifique, en particulier pour parler des milieux<sup>9</sup>, mais il comporte un risque majeur, celui de cacher des dimensions importantes de ces rapports. L'intérêt majeur de l'Alliance pour la résilience est à notre avis qu'elle a réussi à inscrire dans un cadre cohérent une démarche qui permet d'appréhender la diversité des enjeux qui touchent les écosystèmes transformés par l'homme face aux changements globaux. Intégrer les éléments discutés plus haut est une gageure tant ils sont complexes. Les trois textes qui suivent mettent l'accent sur les concepts que les auteurs mobilisent et qui, dans une perspective interdisciplinaire fondée sur le dialogue, peuvent constituer des apports complémentaires.

Michael Schoon et son coauteur Sander van der Leeuw nous rappellent l'ontologie du cadre conceptuel des systèmes socioécologiques, son inscription dans la pensée systémique et les approches de la complexité. Cette démarche, fondée sur une réfutation de la stabilité des systèmes écologiques, délibérément holistique, se réfère à la transdisciplinarité.

Thomas Bassett et son coauteur Alex Peimer représentent une branche de la géographie qui a considéré que les rapports de pouvoir médiatisent tellement les relations des hommes aux milieux, depuis la conception de technologies jusqu'à la manière dont les sociétés sont organisées, que l'étude de ces rapports de pouvoir doit être faite en suivant une démarche qui les appréhende dans leur globalité – démarche qualifiée dans les pays anglo-saxons de *political ecology*. Dans leur texte, ils mettent en perspective la dynamique de ce courant de pensée, qui se situe au croisement de plusieurs mouvements intellectuels contemporains privilégiant une vision dialectique environnement/société, le constructivisme environnemental et la coproduction de l'ordre naturel et de l'ordre social.

Patrick Caron mobilise le concept de territoire, concept sur lequel les géographes ont particulièrement travaillé ces dernières décennies, et qui permet de montrer comment une échelle locale est le fruit de rapports de force. Il présente l'intérêt de ce concept pour aborder la production et la gestion de biens publics, faisant ainsi le lien entre les notions de communauté et de paysage.

Finalement, cet atelier posait la question de la possibilité de construire une théorie globale des évolutions des milieux et des rapports hommes/milieus. Il a montré les limites d'une telle ambition, mais il a surtout cherché à montrer qu'être conscient des limites de sa propre discipline permet d'intégrer les apports de disciplines concurrentes et de fonder une approche raisonnée des relations aux milieux. D'ailleurs, la possibilité même de construire une telle théorie est en cause. Enfin, cet atelier et les trois textes qui en découlent nous conduisent à relativiser les débats d'école et nous appellent à une plus grande réflexivité.

<sup>9</sup> Berdoulay, V., 1988. *Des mots et des lieux : la dynamique du discours géographique*, Paris, CNRS Éditions.